Comité d'Entreprise Européen ArcelorMittal

Synthèse du Comité Restreint de septembre 2026

Rapport de l'expert

Situation du groupe

- **Un contexte mondial favorable…**

  La Chine continue d'accroitre la pression de ses importations du fait de la relative faiblesse de son marché intérieur, et avec son plan quinquennal 2026-2030, elle s'engage dans une transition vers des aciers à plus forte valeur ajoutée. Ce contexte est à l'origine des nombreuses mesures 'protectionnistes' prises par un grand nombre de pays (Inde, Mexique, Brésil… et bien sûr USA et Europe), et qui font que l'on se dirige vers une reconfiguration régionale des marchés sidérurgiques mondiaux. Or le groupe possède justement une implantation régionale diversifiée.

  En Europe, la baisse des quotas gratuits de 36 à 18Mt va générer 18Mt qui pourraient être faites en Europe, et ce avec une politique climatique favorable à la consommation d'acier (électro-mobilité, développement des énergies renouvelables, renouvellement des bâtiments, croissance des besoins liés à l'IA avec la construction de data centers, etc).

- **… et un groupe aux résultats très positifs, notamment en Europe.**

  La part de l'Europe aux résultats du groupe est toujours très importante : 52% de la production et des livraisons du groupe, 33,8% de l'EBITDA. A 8,9% le taux d'EBITDA européen est à son plus haut niveau depuis 2022. De manière générale, le groupe se définit même dans un 'momentum' (selon son bilan au 1er semestre 2026), et ce à court, moyen et long terme.

- **Mais à ce jour uniquement une politique court-termiste de recherche de rentabilité maximale…**

  Tout d'abord, si L'EBITDA de l'Europe est en hausse, cette progression est plus importante que le chiffre d'affaires (+40% contre +5% environ), ce qui signifie qu'elle provient d'un gain de productivité… qui s'est réalisé via la **réduction du personnel** et la rationalisation des coûts.

  Et pendant ce temps, le groupe poursuit son objectif de maximiser le retour aux actionnaires, avec un programme de rachats d'actions entre 2026 et 2030 dont la première tranche a été financée par la vente de 10% de sa participation dans le capital social de Vallourec, auquel le groupe avait pris part en 2024 pour environ 1 Mds$... 10% qui lui ont rapporté 667M$.

- **… et une stratégie de décarbonation en repli**

  Entre 2021 et 2025, la stratégie du groupe est passée d'objectifs de -25% d'intensité carbone d'ici 2030, -35% en Europe, avec une enveloppe annoncée de 10 Mds$, à des 'ambitions' de -10% de réduction, aucune cible pour l'Europe, et seulement 1 Mds$ dépensés, contre 13Mds$ retour aux actionnaires sur la même période.

  L'intensité carbone du groupe est restée à 1,79 t CO_2 / t acier et la baisse absolue des tonnes de CO_2 émises vient des changements de périmètre (remedies Ilva, cession des USA…). L'augmentation du tonnage en Inde à 15Mt pour 2027 ne va pas améliorer les choses.

  Le seul projet de réduction des émissions à l'heure actuelle est l'EAF de Dunkerque.

Macroéconomie & sidérurgie

- **Inflation** à 3,4% fin 2026 (estimation BCE).
- **€/US$** à 1,15 toujours élevé.
- **Prix des coils à chaud** en hausse avec un creusement qui s'accentue entre les USA et l'UE, à respectivement 1193 et 688 €/t soit environ 500 €/t de différence, du fait des mesures protectionnistes des USA.
- Tendance baissière pour les **prix des matières premières** : minerai de fer (98$/t), charbon (228$/t) et ferrailles (376$/t, prix à juillet-août 2026).
- Augmentation des **marges** par voie fonte (407€/t) et ferrailles (397€/t).
- **Production mondiale d'acier brut** : encore en repli pour l'UE et en forte croissance pour l'Inde (avec respectivement 75 et 100 Mt sur les 7 premiers mois de l'année), la production chinoise continue de se contracter (prévisions fin 2026 à moins d'1 Mds t).

Quels effets des mesures règlementaires de l'UE au 1er semestre 2026 ?

- Le déficit commercial de l'UE (la différence entre exportations et importations) s'est creusé, atteignant -1380kt pour les produits plats au second trimestre 2026.
- Le coût du CO_2 via le MACF (stable à 75€/t) ne suffit pas pour que les importations soient moins avantageuses que la production interne européenne.
- En effet, la réduction des quotas gratuits n'entrant en vigueur qu'au 1er juillet, les entreprises ont profité des anciennes dispositions pour s'approvisionner et constituer des stocks.
- Il va falloir des ajustements et du temps pour que la politique européenne produise ses effets, en prenant en compte le décalage dans le temps lié à la diminution des stocks.
- On note toutefois un effet positif avec une légère augmentation des exportations au second trimestre, pour tous les produits.
- A suivre…

Echanges avec les segments et la Direction

Bilan de situation des sites

- **Des outils pour lesquels les investissements en maintenance manquent…**

  La fiabilité des installations est désastreuse sur de nombreux sites, et ce dans tous les pays. L'indice de fiabilité côté Produits Longs est de seulement 61%, assorti d'une utilisation des capacités en berne à 58%. Un programme de développement de la fiabilité serait lancé côté Plats : à suivre…

  En attendant, on note des pannes régulières (hauts-fourneaux de Gijon et de Fos), des casses (dernier exemple une des 2 roue-pelle de Dunkerque), des outils stratégiques en fin de vie, des plans de maintenance qui ne sont pas approvisionnés en pièces critiques, et de manière générale des budgets maintenance qui ne sont pas au rendez-vous.

- **… et des ressources humaines insuffisantes**

  Des plans d'économies qui se succèdent à tous les niveaux et dans tous les pays (Luxembourg, Belgique, Pologne, France…), des salariés expérimentés qui partent et des nouveaux qui peinent à gérer les pannes et casses diverses. La situation est alarmante sur la quasi-totalité des sites.

  Quid du plan Zénith ? Pour rappel, ce plan de délocalisation des fonctions support européennes (HR, IT, Supply Chain, Finance, Procurement, Sales and Marketing) a été lancé par la Direction en 2025. Une première vague de plus de 1200 suppressions de postes a déjà eu lieu et une seconde est en cours, qui prévoit à ce jour entre 1000 et 1200 nouvelles suppressions d'emplois. La Direction des Plats explique qu'un questionnaire est envoyé aux équipes tous les trimestres sur la collaboration avec l'Inde ou la Pologne, mais avec seulement 36% de retours et un indice de satisfaction plutôt faible, ce qui en dit long…

  Fermeture du site de Duisburg : 550 salariés concernés et un impact direct sur l'avenir de plusieurs sites français. Le contrat avec Thyssen Krupp, qui fournit la fonte liquide à l'aciérie de Duisburg, prend fin. L'aciérie sera fermée en septembre 2027, le train à billettes un peu plus tard et le train à fil devrait être pérennisé. Des sources d'approvisionnement alternatives sont à l'étude, non seulement pour Duisburg même, mais également pour ses clients, notamment Rodange (au Luxembourg, qui pourrait être alimenté par Belval), Gandrange (le LCB serait approvisionné selon les produits par Gijon, Hamburg, Varsovie ou des fournisseurs extérieurs au groupe), Bourg en Bresse et Marnaval (Wire).

La décarbonation en Europe ?

La Direction a souligné les derniers travaux règlementaires de l'UE : mi-juillet la Commission Européenne a proposé des modifications au sujet de l'ETS (Emission Trading System) et a notamment introduit un critère de conditionnalité aux quotas d'émission gratuits. L'attribution des quotas gratuits serait progressivement liée à la mise en œuvre effective d'investissements de décarbonation. Cela signifie pour le groupe qu'il faudrait émettre un plan de décarbonation, et s'y tenir… La Direction du groupe a déclaré travailler à clarifier ces règlementations et demander avec Eurofer, entre autres : une réduction plus lente de la baisse des quotas gratuits, une modification des règles de leur conditionnalité et une réattribution des revenus de l'ETS pour financer les projets de décarbonation. Le message est clair : gain de temps, recherche de subventions, et ce sans aucun engagement. La Direction et les différents segments (Plats, Longs, Downstream et Global Solutions) ont également déclaré s'inquiéter fortement de l'impact qu'aura le report du prix du CO_2 sur la compétitivité des clients du groupe. Comment va évoluer la demande d'acier en Europe dans les années à venir, notamment dans l'automobile ? Comment peut s'opérer la transition vers l'acier vert ?

Le CEE a alerté la Direction sur l'urgence de la situation dans les sites, et exigé des informations chiffrées sur le business model européen et la décarbonation pour le prochain CEE de décembre.

Le point de vue de la **CFDT** : une stratégie qui ne garantit pas l'avenir !

Le groupe reste depuis plusieurs années dans une posture attentiste, conditionnant toute avancée en matière de décarbonation aux évolutions de la réglementation européenne et à l'obtention de subventions. Pourtant, **à mesure que le cadre réglementaire se précise, de nouvelles exigences apparaissent et repoussent sans cesse les décisions,** laissant les salariés dans l'incertitude et sans perspectives, contrairement aux autres acteurs du secteur !

Le groupe a pourtant largement les moyens financiers pour agir.

À force d'attendre que tout soit parfaitement cadré, il sera bientôt trop tard !

Le groupe disposera-t-il des capacités techniques et humaines pour produire une partie des 18 Mt liées à la réduction des quotas gratuits ? Est-il même déjà capable de maintenir durablement ses outils industriels européens ? Entre les problèmes récurrents de fiabilité, le sous-investissement chronique et la perte progressive des compétences, le doute est permis.

Sans un changement de cap rapide, le véritable risque n'est pas seulement de manquer la décarbonation, mais de compromettre la pérennité même de nos installations européennes, et l'avenir de nos emplois.